

## NOTICE – DECLARATION DE CESSATION DES PAIEMENTS

### Important

**Toute déclaration incomplète pourra être rejetée par le Tribunal  
(défaut de justificatifs)**

Pièces justificatives à fournir impérativement en 2 exemplaires :

- Formulaire de déclaration de cessation des paiements  
*\*Le formulaire doit être daté et signé avec mention en dernière page « certifié sincère et véritable » de la main du représentant légal et paraphé sur chaque page des initiales du représentant légal*
- Copie de la pièce d'identité du représentant légal
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés (Kbis) ou du répertoire des métiers
- Un état actif et passif des sûretés et engagement hors bilan de moins de 7 jours  
*\*à demander au greffe du Tribunal de commerce lors du dépôt de la déclaration*
- Comptes annuels du dernier exercice
- Situation de trésorerie / relevé de banque de moins d'un mois
- Tous justificatifs attestant de votre état de cessation des paiements c'est-à-dire les factures exigibles ou échues que votre entreprise n'a pas été en mesure de payer (relances, mises en demeure, actes d'huissier...)

Y compris loyers, fournisseurs, dettes sociales (Urssaf, salaires, organisme de retraite...), dettes fiscales (TVA, impôt sur les sociétés...)

**L'ensemble des pièces doivent être datées, signées et certifiées sincères par le déclarant.**

\*\*

### Attention

Pour être recevable, le formulaire de déclaration de cessation des paiements doit obligatoirement mentionner les éléments suivants :

- TOUTES les informations relatives à l'entreprise et son représentant légal (page 2)
- La DATE de cessation des paiements (page 2)
- Les montant des CHIFFRES D'AFFAIRES des droits derniers exercices (page 3)
- Toutes vos DETTES professionnelles (page 4)
- Tous vos ACTIFS professionnels (page 5)
- Votre situation de TRESORERIE (solde du compte bancaire et autorisation de découvert) (page 6)
- la liste de vos SALARIES (nombre et identité complète : page 6 + annexe 1)

Dans le cas où certains documents ne peuvent pas être fournis, vous devez en indiquer les motifs page 7.

# PERSONNES MORALES (dont SOCIETES)

Demande d'ouverture d'une procédure de :

**Redressement judiciaire** (art. L631-1, L631-4 et R631-1 du Code de commerce)

**Liquidation judiciaire** (art. L640-1, L640-4, R631-1 et R640-1 du Code de commerce)

## 1. Identification du représentant légal ou de toute personne justifiant d'un pouvoir spécial :

Nom de naissance :

Nom d'usage :

Prénoms :

Né(e) le : \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Nationalité :

Adresse (domicile) :

Qualité<sup>1</sup> :

Assisté(e) ou représenté(e) par <sup>2</sup>:

Coordonnées :

Téléphone (fixe) :

Portable :

Adresse mail :

Avez-vous déjà fait l'objet personnellement d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation ou avez-vous été dirigeant d'une société ayant connu l'une de ces procédures ?

oui

non

Si oui :

Dénomination de la société	Date d'ouverture	Juridiction compétente

## 2. Identification de la société (personne morale) en difficulté :

N° Siren :

Forme juridique :

Dénomination :

Enseigne :

Immatriculation au :

RCS

Répertoire des métiers

Autre

Adresse du siège social :

Adresse de l'établissement principal (si différente du siège) :

Activité :

Date de début d'activité :

Date de cessation d'activité :

Date de dissolution :

Capital social :

Libération totale : OUI - NON

Libération partielle :

Nombre de salariés employés à ce jour :

Nombre de salariés (dans les 6 derniers mois)<sup>3</sup> :

Chiffres d'affaires du dernier exercice :

Date de clôture du dernier exercice :

<sup>1</sup>Selon la forme de la société : président (SAS), un ou plusieurs gérants (SARL, SNC, société civile), directeur général (SA)

<sup>2</sup>La demande d'ouverture, lorsqu'elle n'émane pas du dirigeant, ne peut être reçue qu'en vertu d'un pouvoir spécial qui n'est pas inclus dans la mission de représentation et d'assistance des avocats (Com. 19/07/1988, n° 86-15389)

<sup>3</sup>Nombre de salariés à calculer conformément aux art. L130-1 et R130-1 du Code de la sécurité sociale

Année	Date de clôture	Chiffre d'affaires HT	Résultat net
Année N-1			
Année N-2			
Année N-3			

Lieux d'exploitation en dehors de l'établissement principal			
N°	SIRET	Adresse	Greffe dans lequel l'établissement est immatriculé

Exposer en quelques mots l'**origine des difficultés de l'entreprise** :

Indiquez la **date et la cause de cessation des paiements** (date la plus ancienne à laquelle la société n'a pas été en mesure de payer un fournisseur, ses salariés, ou tout autre organisme social, fiscal ou bancaire) :

Date :

Cause / Evènement :

En cas de demande de redressement judiciaire, exposez les moyens envisagés pour redresser la situation de l'entreprise en difficulté durant la période d'observation :

En cas de demande de liquidation judiciaire, expliquez pourquoi le redressement est manifestement impossible :

**ETAT du PASSIF (DETTES) de la personne morale**  
**Lister l'ensemble des dettes de la personne morale avec l'identité, l'adresse et le montant des dettes échues et à échoir**

	Montant de la dette échue et exigible <sup>4</sup>	Montant de la dette à échoir <sup>5</sup>
<b>Salariés : nom et adresse</b>		
<b>Etablissements financiers (prêts, découverts, mobilisation de créance...) - nom et adresse</b>		
<b>Dettes fiscales et sociales : nom et adresse</b>		
<b>Autres dettes (fournisseurs, crédit-bail, bailleurs, divers...) : nom et adresse</b>		
<b>SOUS-TOTAL DU PASSIF (échu et à échoir) :</b>		
<b>TOTAL GENERAL :</b>		

<sup>4</sup>Dettes exigibles = dettes arrivées à échéance et pouvant être immédiatement réclamées par le créancier

<sup>5</sup>Dettes à échoir = dettes non encore arrivées à échéance

**SITUATION DE TRESORERIE DATANT DE MOINS D'UN MOIS - RELEVÉ(S) BANCAIRE(S)**

Banques	Disponible (Seulement si solde positif)	Découvert	
		Autorisé	Utilisé
		Solde :	

**ETAT des ACTIFS de la personne morale<sup>6</sup>  
veuillez renseigner tous les actifs de la société**

Description	Montant
<b>Immobiliers (murs du fonds, maison, terrain... appartenant à la personne morale exerçant l'activité :</b>	
<b>Éléments corporels (matériels, mobiliers d'exploitation, véhicules, stocks...) :</b>	
<b>Éléments ou immobilisations incorporels (fonds de commerce, droit au bail, brevets, marques...) :</b>	
<b>Créances clients : dû par les clients (estimation globale du compte client, net de mobilisation) :</b> <i>*Détail à donner en annexe 2</i>	
<b>Titres et participations dans d'autres personnes morales :</b>	
<b>Crédit de TVA, crédit d'impôt sur les sociétés (carry-back), dégrèvements divers :</b>	
<b>TOTAL GENERAL :</b>	

<sup>6</sup>L'état des actifs doit être établi à la date de la demande ou dans sept jours qui précèdent la demande

## SALARIES

Nom / prénom	Adresse
Présents dans l'entreprise, ou en congé (maternité, parental, maladie) – <i>ou compléter annexe 1</i>	
Dont contrats rompus ou démissions :	
Instances en cours au Conseil de Prud'hommes :	
En cas d'instances en cours aux Prud'hommes, nom de l'avocat de l'employeur :	
Existe-t-il un comité social et économique ?      oui                      non	
Si déjà désignés : nom, prénom et adresse des <b>représentants de la délégation du personnel du comité social et économique</b> habilités à être entendus par le tribunal et à exercer les voies de recours conformément à l'art. L661-10 du Code de commerce <span style="float: right;"><i>*Annexer une copie du PV d'élection</i></span>	
L'entreprise est-elle en mesure de faire face au paiement des prochains salaires ?	
oui                      non	



## ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e)  
(identification du déclarant page 2)

.....

demande concernant la personne morale mentionnée en page 1, l'ouverture d'une procédure de :

Redressement judiciaire

Liquidation judiciaire

### Et selon le cas :

J'atteste sur l'honneur que, concernant l'entreprise, il n'a jamais été désigné un mandataire ad hoc ou ouvert une procédure de conciliation, dans les 18 mois précédant la présente demande

OU

Je déclare que dans les 18 mois précédant la présente demande :  
un mandataire ad hoc a été désigné :

- date de la désignation :
- juridiction ayant procédé à la désignation :
- identité du mandataire ad hoc :

une procédure de conciliation a été ouverte :

- date de l'ouverture :
- juridiction ayant procédé à l'ouverture de la conciliation :
- identité du conciliateur :

Si proposition de redressement, avez-vous à proposer, le cas échéant, la désignation d'un administrateur judiciaire ?

OUI

NON

*Si oui, identité et adresse de l'administrateur judiciaire proposé :*

Fait à :

Le

**Signature précédée de la mention « Certifié sincère et véritable »**





## **ANNEXE 2 – RENSEIGNEMENTS DIVERS**

### **Noms et coordonnées des partenaires de l'entreprise**

Avocat(s) :

Notaire :

Expert-comptable :

Commissaire aux comptes :

### **Banques :**

Nom de la banque	Adresse de l'agence	Nom de l'interlocuteur	Numéro de compte

### **Assurances :**

Compagnie	Nom et adresse de l'agence	Nom de l'interlocuteur	Numéro et objet du contrat

### **Cotisations sociales du chef d'entreprise :**

Au regard de son statut social, le dirigeant est :                      majoritaire                      minoritaire

Nom de la caisse	Adresse	Montant des cotisations	Périodicité

### **Créances sur clients :**

Nom, prénom / dénomination	Adresse	Montant des créances	Echéance

### **Répartition du capital au sein de la société :**

Nom, prénom / dénomination des associés et actionnaires	Nombre de titres ou pourcentage